

B R S

EDITE
PAR LE SYNDICAT
NATIONAL des TRAVAILLEURS
de la RECHERCHE SCIENTIFIQUE
(SNTRS-CGT)

CHANGER VRAIMENT

Au lendemain des élections de mars 1978, la coalition des droites qui n'était parvenue à maintenir sa domination que de justesse s'est empressée d'accélérer sa politique de régression sociale et de liquidation de nos bases économiques. Dès septembre 1978, le nouveau Secrétaire d'Etat à la Recherche dévoilait ses batteries en proclamant sa résolution de s'attaquer à l'ensemble du potentiel public de recherche de même qu'aux garanties statutaires des personnels. Les mots d'ordre de l'offensive étant : innovation, ouverture des laboratoires publics (vers le privé), et mobilité ...

On connaît la suite : réforme du CNRS évinçant les ITA des instances de décisions, réforme du statut des chercheurs muselant toute liberté de recherche et transformant le passage AR → CR en un filtre à licenciement.

Actuellement, le pouvoir s'apprête à parfaire son dispositif de domestication et de redéploiement des activités du CNRS et de l'INSERM au travers d'un nouveau statut des ITA, repoussé par la totalité des personnels en lutte.

Ce pouvoir réactionnaire qui est activement secondé par des Directions dévouées veut tenter un nouveau coup de force en décrétant un statut qui n'a fait l'objet d'aucune concertation sérieuse et qui est si mauvais qu'aucune organisation syndicale réformatrice n'a osé le cautionner dans le Comité Consultatif des Personnels. Seules les créatures réactionnaires nommées par Alice Saunier-Seïté ont joué leur rôle de harkis.

Adieu consensus ... Seul pour défendre sa caricature de statut et sa politique scientifique sans ambition, la Direction et le Pouvoir choisissent la politique de l'intimidation et de l'oukaze.

A supposer que le projet soit promulgué en l'état actuel, il lui manquera encore l'indispensable pour être efficace : le consensus !

Le front réformatrice (CFDT - CGC - FO) qui organise actuellement dans la plus parfaite harmonie la dégradation du CAES du CNRS n'a pu se livrer à une quelconque collaboration avec la direction sur le projet de statut parce que le SNTRS, avec le SNCS, a veillé au grain.

Il y a fort à parier qu'en cas de décret autoritaire on entendra les apôtres du pessimisme crier à la défaite totale et recommander la résignation ...

Le SNTRS sera encore là pour transformer toutes les étapes de la carrière des ITA en luttes résolues et pour interdire toute application des dispositions négatives de ce statut. Et, de toute façon, dans le contexte de lutte qui règne au CNRS, il serait illusoire de croire que nous laisserons les directions en paix sans qu'elles soient contraintes à s'engager dans la solution des revendications posées depuis des années.

On comprend que certains se plaisent à rêver d'un moyen d'isoler le SNTRS-CGT et de l'empêcher d'exprimer ses propositions et d'éclairer les travailleurs scientifiques sur les enjeux de l'élection présidentielle.

Il serait impensable qu'à cette occasion le SNTRS CGT ne s'exprime pas comme il l'a toujours fait, sans complexe et sans restriction sur les objectifs et sur les conditions du véritable changement.

Une des conditions du changement passe par la poursuite de l'action revendicative avant, pendant et après la campagne électorale en cours. Et de ce

point de vue nous ne subordonnons pas notre action à une quelconque échéance, comme le fait actuellement le SGEN-CFDT qui se livre ouvertement à des spéculations sur les résultats électoraux au risque de démobiliser le puissant mouvement actuel.

Quelques soient les résultats, les travailleurs devront compter sur leur action et sur l'indépendance syndicale pour défendre leurs intérêts.

Par ailleurs, certains voudraient que nous nous contentions d'appeler à voter contre le pouvoir en place responsable de la politique désastreuse que subissent les travailleurs, ils nous poussent à éviter d'aborder le problème de l'importance et du contenu des transformations à réaliser, c'est à dire la question essentielle à nos yeux, celle du " Comment réellement changer ? "

C'est pourquoi les objectifs de la CGT et les moyens d'y parvenir doivent être réaffirmés avec force, avec tout leur contenu de classe. Comme le rappelle la CGT : c'est aux moyens que l'on se donne que se mesure la volonté du changement, c'est aux moyens dont on dispose que se mesure la capacité de changement

Les objectifs du SNTRS-CGT adoptés lors de son congrès de 1978 demeurent actuels et s'appuient totalement sur le programme de la CGT dont l'application est indispensable à leur mise en oeuvre.

A nos yeux, seul un gouvernement d'union comprenant des ministres communistes et socialistes peut promouvoir les changements véritables auxquels aspirent les travailleurs.

Pour en créer les conditions les voix des travailleurs devront peser en faveur du véritable changement.

Le 26 avril les personnels du CNRS et de l'INSERM doivent y contribuer en prolongeant ainsi leurs luttes actuelles.

Le Bureau National du SNTRS-CGT

Les luttes d'aujourd'hui
et de demain coûtent cher !
L'information, le tract, l'affiche,
le bulletin, les réunions, le matériel
exigent des moyens !

AS-TU PAYÉ TA
COTISATION CE
MOIS-CI ?

Tous dans l'action

Le 26 Mars 1981 a été une grande journée de lutte, caractérisée par de puissantes grèves et manifestations.

Cette action a connu un succès supérieur à toutes les journées de luttes organisées par la seule CGT dans la Fonction Publique depuis 1979, supérieure même à certaines journées d'actions auxquelles d'autres organisations syndicales avaient appelé.

Dans les universités et la Recherche, elle a constitué une étape importante dans le développement des luttes engagées depuis plusieurs semaines à l'appel de la CGT.

Ce sont des centaines de milliers de travailleuses et de travailleurs qui ont participé à la grève et aux manifestations bien que les dirigeants de FO et de la CFDT ont suscité un engagement sans précédent de toutes leurs organisations contre la grève et les manifestations.

Le 26 Mars au matin, Edmond Maire, déclarant sur Europe No 1 que la journée de grèves et de manifestations organisée par la CGT n'était pas «un vrai mouvement revendicatif» accreditant ainsi l'idée d'une politisation de l'action revendicative par la CGT au profit du Parti Communiste.

Il persiste dans ses attaques anticégétistes et anticommunistes.

Le secrétaire général de l'UFFA-CFDT déclara quant à lui que le 26 mars était une action inutile du fait de l'absence d'ouverture sociale dans la période présente.

La CFDT a rejoint une fois de plus FO, la FEN, le CNPF et le gouvernement contre la CGT, contre les agents des services publics.

Dans un tract, l'UFFA-CFDT s'est exprimée sur ses conceptions en matière de grille indiciaire dans la Fonction Publique. Après avoir dédouané les dirigeants réformistes de la FEN qui se sont engagés à négocier l'éclatement de la grille indiciaire et la mise à mort du statut général, l'UFFA-CFDT, les rejoint, en avançant une série de revendications desquelles ont été supprimés :

- * le chiffrage du minimum de rémunération
- * toute référence à l'échelle mobile des salaires, à la progression du pouvoir d'achat au delà de son maintien.

De plus, elle laisse la porte ouverte à toute possibilité de recrutement régional et avance de nouveaux critères de classement dans la grille favorisant l'individualisation des rémunérations.

Les dirigeants de l'UFFA-CFDT se sont aussi prononcé pour la liquidation du régime de retraites IRCANTEC par le jeu de la compensation inter-régime rendant de ce fait impossible toute titularisation de non-titulaires compte tenu des sommes que ces derniers auraient à reverser.

Enfin, la CFDT et son UFFA sont totalement absentes de toutes les luttes pour la défense du service public, de l'emploi public, du pouvoir d'achat.

Dans les organismes publics de recherche et les universités le SGEN-CFDT absent des luttes pendant plusieurs mois depuis septembre 1980 tente maintenant d'isoler l'action des personnels ITA.

Les organisations du SGEN se sont employées à minimiser l'action nationale du 26 mars soit en y participant pas, soit en appelant à des manifestations de diversion, afin de faire barrage à l'expression de la convergence des luttes des agents de l'Etat des différents secteurs contre une même politique.

C'est ainsi par exemple l'organisation d'une manifestation de diversion le 26 mars au CNRS et à l'INSERM.

C'est l'attitude des élus du SGEN-CNRS, refusant lors de la 1ère session de la commission paritaire d'avancement de s'engager sur la reconnaissance de la qualification telle que l'indique la déclaration du 20 mars.

C'est aussi à Toulouse, Grenoble, Paris VI, Paris VII, Paris IX, à Orsay, au Muséum, à l'IUT de Cachan, ou le SGEN a non seulement refusé d'appeler à la grève mais a combattu en convoquant pour faire diversion des assemblées générales de personnels.

Allant même jusqu'à prétendre que la déclaration avait été obtenue par le chantage, comme ce fut le cas à Grenoble et à l'Ecole normale supérieure de jeunes filles.

Ce faisant ils ont rendu caduque la déclaration du 20 mars.

A tout cela, s'ajoute le refus du SGEN de condamner les multiples déclarations des dirigeants confédéraux de la CFDT et de l'UFFA allant à l'encontre même des objectifs dont ils se prévalent.

L'appel constant du SGEN à l'unité sans contenu, alors même qu'ils alimentent la division en participant à la campagne anti-cégétiste et anti-communiste, témoigne qu'aujourd'hui la recherche systématique, par le SGEN, d'accord de sommet, dans le cadre des luttes qui se développent dans la recherche et l'université, n'a pour but que :

- de se dédouaner de mois et de mois d'inaction,
- d'entretenir la confusion,
- de dévoyer les luttes revendicatives,
- de masquer les conditions d'un véritable changement.

En réservant ses principaux coups à la CGT, la CFDT s'associe au gouvernement pour réduire au silence la seule organisation syndicale qui lutte pour les changements réels tels que le CCN de la CGT et nos organisations les ont appelés.

Le comportement du SGEN - CFDT traduit dans les faits son refus de remettre en cause la politique d'austérité et de casse des services publics, dans laquelle s'inscrit le projet de statut des ITA, corollaire indispensable à la mise en œuvre concrète du redéploiement du potentiel scientifique et universitaire.

L'ampleur des luttes qui se développent témoigne du rejet par les personnels de la politique gouvernementale, de leur volonté de voir satisfaire leurs principales revendications en matière de salaire, d'emploi, de carrière, de service public.

Ces revendications sont indissociables d'un service public de recherche et de l'enseignement supérieur au service des besoins, du développement social, et de l'indépendance nationale. Conception pour laquelle seule la CGT se bat.

C'est sur ces bases que la CGT appelle l'ensemble des personnels à accentuer et à poursuivre leurs luttes.

Ces objectifs appellent un changement radical de société, une autre conception du développement de notre pays dans lequel la recherche et l'enseignement supérieur débarrassés de l'emprise des trusts, pourraient jouer un rôle moteur pour une politique enfin conforme aux intérêts des travailleurs et du pays.

Les personnels, les usagers, la population peuvent compter sur la CGT pour poursuivre avec eux la lutte dans ce sens.

Paris, le 3 avril 1981

FERC - CGT, SNTRS - CGT, SNPESB - CGT

DEFENDRE LES REVENDICATIONS: UN VRAI CHANGEMENT

LA CGT REMPLIRA SA MISSION

Ces derniers temps, une campagne d'attaques frénétiques s'est déchaînée contre la C.G.T., une campagne nourrie par l'anticommunisme. Le but est clair : imposer le silence à la C.G.T. et, dans les circonstances actuelles, réduire la pesée des travailleurs sur les événements.

Face à cette agression d'une violence exceptionnelle, la CGT ne pouvait pas rester silencieuse. Le 17 mars, à la Mutualité à Paris, par la voix de Georges Séguy et d'Henri Krasucki, elle s'est adressée aux travailleurs, pas seulement à ceux qui étaient dans la salle, à tous les salariés. Elle leur a dit clairement, hautement, ce qu'elle avait pour devoir de leur dire.

A eux maintenant de s'en saisir, d'en débattre, de s'en servir pour renforcer leur action revendicative et leur lutte pour le vrai changement auquel ils aspirent.

Qu'est-ce qu'un vrai changement ? Comment l'obtenir ?

...
Il suffit d'énoncer, comme je viens de le faire, les raisons des luttes pour mesurer à quel point l'action revendicative et la lutte pour le changement se trouvent liés par la force des choses, par la vérité de notre époque.

Cette société est bien une société bloquée.

Quand les intérêts de la classe dominante sont à tel point en contradiction avec ceux de la nation, avec les intérêts de la société tout entière ; quand cette classe dirigeante nous dit : il faut renoncer à produire chez nous, pour importer d'ailleurs, quand pour son profit, elle va exploiter plus malheureux que nous, sur d'autres continents ou dans les pays voisins, et fait ainsi baisser le niveau de vie des travailleurs de chez nous ; quand cette classe en est à défaire ce qu'elle a contribué à construire, fut-ce au prix de l'exploitation et des guerres ; quand dans ses mains les découvertes les plus prodigieuses de l'esprit humain deviennent des sources de cauchemar, de chômage massif, que les acquisitions de la médecine s'accompagnent du rationnement des sons ; quand elle ne sait que faire de la jeunesse et ne lui offre que le désespoir ou la drogue ; rien ne peut justifier que cette classe-là reste la classe dirigeante du pays. Elle a fini son temps. Elle est une entrave à la marche en avant de la société.

Aucun système n'est éternel. Le capitalisme n'a pas toujours existé. Il a joué son rôle. Maintenant il faut changer.

A vrai dire, pour la CGT, ce n'est pas tout à fait une idée nouvelle, c'est son but depuis qu'elle existe.

Le nouveau, c'est que cette idée est devenue une idée actuelle.

Le changement est vraiment à l'ordre du jour. Il est indispensable. La seule chose à faire.

La CGT, pour sa part, a défini sa conception du changement. Au fil de ses récents congrès et particulièrement lors du dernier, son 40^e congrès à Grenoble, elle en a précisé le contenu, de son point de vue d'organisation syndicale. ...

Le changement, selon la CGT, ne peut être que résolument anticapitaliste. Nous luttons contre le capitalisme pour supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme et établir une société socialiste démocratique.

On ne peut rien changer de nos jours sans toucher à l'essentiel. C'est-à-dire à la richesse, à la fortune, au capital, à la détention des moyens de conduire l'économie et le pays.

De nos jours, il n'y a pas de ravalement de façade possible.

Le changement selon la CGT, ce sont tout à la fois des buts, des objectifs sociaux, économiques, démocratiques, et les moyens de les atteindre.

Et nous y insistons : sans les moyens, il

ne peut y avoir de changement. C'est aux moyens que l'on se donne que se reconnaît la volonté de changer ou non.

Ce changement, selon la CGT, ne peut résulter que de la lutte, lutte de masse, vigoureuse capable de créer un mouvement majoritaire en faveur du changement. ...

Dans cette bataille, il y a des échéances électorales, la CGT les considère comme très importantes. Naturellement elle n'y intervient pas de la même façon que les partis, mais avec sa démarche syndicale, en exposant ses idées, toutes ses idées pour contribuer à l'information et à la réflexion des travailleurs.

Finalement le changement, c'est d'eux qu'il dépend. Leurs intérêts de classe ont aussi une traduction politique. Nous, comme syndicalistes, nous leur exposons ce qui de notre point de vue est indispensable pour un changement authentique. A eux de savoir se déterminer ; il en va dans les élections comme dans les luttes, comme dans le changement. On ne fait pas le bonheur des hommes sans eux, ni contre eux. Nous en appelons donc à l'esprit de responsabilité des travailleurs. Et cela, nous le faisons sans rien retrancher de nos positions. ...

Le mouvement populaire, selon nous, doit trouver une expression politique dans l'union de la gauche qui se traduit par une alliance des partis sous leur responsabilité, pour gouverner ensemble à

égalité de droits et de devoirs. C'est pourquoi il est normal lorsque la question vient dans la vie publique comme c'est le cas ces temps-ci de rappeler que selon la CGT, dans un gouvernement de gauche,

il doit y avoir des ministres communistes comme des ministres socialistes.

Cela dit, en tant que syndicat, nous nous déterminons d'après notre programme à nous et c'est celui-là qui nous

sert à la fois d'objectif et d'instrument de mesure dans nos rapports avec les formations alliées qu'elles soient syndicales ou politiques.

Qu'est-ce que l'anticommunisme ? A quoi sert-il ?

Pour avoir agi de la sorte, conformément à notre nature, à notre mandat, nous sommes la cible d'un déferlement de tapage anti-CGT sur une base anticommuniste. E. Maire s'y distingue particulièrement.

Plus largement, il faut bien le constater, le front anti-CGT et anti-communiste est un fait. Il est reconstitué. Il va des gauchistes à la droite, en passant par la CFDT et nombre de gens de gauche. Et les grands moyens d'information y tiennent leur place sonore. Quoique nous fassions et sur quelque sujet que ce soit il faut le savoir une fois pour toute, c'est *communiste* et c'est affreux.

En somme, l'indépendance selon ces gens, ça consiste à parler comme eux.

On me permettra de m'arrêter à cette question.

Ce qui nous intéresse en tant que CGT, c'est le fond des choses, les choix décisifs et les comportements réels.

L'anticommunisme ça ne consiste pas à nos yeux à avoir des différences d'opinion avec le parti communiste, à la critiquer, à débattre, cela est normal, cela fait partie de la vie démocratique, du pluralisme du pays.

L'anticommunisme c'est la déforma-

tion, la calomnie, une attitude quasi superstitieuse, une sorte de racisme.

En fait l'anticommunisme est une arme de division ; c'est un moyen d'intimider ceux qui veulent lutter, un camouflage de la collaboration de classe. Ce n'est pas nouveau, nous l'avons déjà connu. Chaque fois que la bourgeoisie a eu besoin d'entraîner ceux qui dans le mouvement ouvrier se prêtent à la complaisance et même à la collaboration de classe et qu'elle a trouvé des soutiens dans ce sens, l'accord avec les intéressés s'est toujours camouflé sous l'anticommunisme. Sans remonter plus loin, toute l'après-guerre en témoigne : c'est au nom de l'anticommunisme qu'a été perpétré la scission de la CGT. C'est sous le couvert de l'anticommunisme qu'a été déchainé la guerre froide, qu'ont été entreprises et menées les guerres coloniales, qu'ont été conclus les accords de collaboration sur la productivité dans les années 50. L'anticommunisme va de pair avec l'anticégétisme.

Ceux qui s'imaginent que la CGT pourrait se mettre à l'abri de ce genre d'agression se trompent lourdement.

C'est vrai aussi pour tous ceux qui veulent mener la lutte de classe, tous ceux

qui veulent défendre les intérêts des travailleurs, tous ceux qui veulent un changement réel, tous ceux qui veulent faire régner la propreté dans la vie publique. Tous ceux-là, quelle que soit leur conviction politique personnelle sont ou seront taxés d'être des communistes.

On est toujours communiste si l'on ne veut pas maintenir l'ordre capitaliste. ...

En fait, ce qui est reproché à la CGT, ce n'est pas d'être communiste, c'est de ne pas être anticommuniste. Mais de cela, nous nous faisons un titre d'honneur. Nous sommes divers dans notre organisation, et nous agissons comme CGT sinon nous n'aurions pas cette force et cette influence. Dans nos luttes, quelles que soient les nuances qui peuvent exister chez nous, nous n'avons jamais eu honte de nos alliés quels qu'ils soient, parce que nous avons toujours mené des luttes justes.

Il est vrai que, souvent, dans des batailles difficiles, nous n'avons trouvé près de nous, comme formation politique, que le PCF pour agir et pour recevoir les coups. Eh bien oui, en toute indépendance, chaque formation en a conçu beaucoup d'estime pour l'autre.

L'unité : pas un but, un moyen

Nous n'en désirons pas moins entretenir des bonnes relations avec toutes les organisations syndicales et politiques de la gauche, sur la base d'objectifs réellement communs et d'actions correspondantes. A cet égard, il n'est évidemment pas inutile de rappeler que la CGT lutte pour l'unité d'action syndicale et pour l'union de la gauche. Unitaire, personne dans le mouvement syndical ne l'est ou ne l'a jamais été autant que nous. Bien entendu, nous n'avons jamais conçu l'unité comme un but, mais comme un moyen. Toute la question a toujours été et demeure à tous moments l'unité d'action. L'union, oui, mais pour quoi faire ? Sur quelle bases ? Avec quels moyens ? Nous savons d'expérience que l'unité d'action syndicale comme l'union au sens plus général est une lutte contre les forces qui tirent vers les accommodements

avec la bourgeoisie, vers la collaboration de classe. Naturellement il faut lutter pour aboutir à une alliance positive. Cela dépend de nous et de nos partenaires, mais aussi des travailleurs, principalement des travailleurs. Lorsque nos partenaires s'écartent des bases de lutte, créent des difficultés, qu'il s'agisse des revendications ou qu'il s'agisse du changement, à quoi bon cacher les faits ?

De divers côtés, et notamment sous couvert d'une prétendue union dans les luttes, se monte une entreprise qui vise à neutraliser la CGT et à fourvoyer les travailleurs.

On nous demande de faire comme si le front anti-CGT n'existait pas, mais nous sommes engagés dans des luttes réelles et nous sommes bien obligés de constater les faits. ...

Que faut-il donc encore pour que nous y voyions clair ? La CFDT n'est-elle pas encore assez recentrée ? N'est-elle pas encore assez en dehors des luttes ? Ce n'est pas nous qui avons inventé les expressions « combat d'arrière-garde », ou de « carton pâte », ou de « syndicalisme fiction », de « syndicalisme spectacle » pour dénigrer les luttes. Oui ou non, face au problème du pouvoir d'achat, de la casse ou de l'emploi, certains sont-ils dans les luttes et d'autres pas ? Oui ou non, n'assiste-t-on pas, chez certains à des baisses concernant les objectifs ou les moyens à mettre en œuvre pour le changement ?

Il n'est pas question de nous laisser neutraliser ni de l'extérieur ni de l'intérieur. Les travailleurs ont besoin d'une CGT vivante.

La CGT : organisation indépendante et organisation de lutte

Ici se pose un problème dont il faut parler franchement, clairement, tranquillement aussi. Nous sommes une organisation de classe et de masse ce qui, par nature, crée une diversité à laquelle nous tenons. Même en période électorale où plus qu'à d'autres moments se posent des problèmes délicats aux uns et aux autres, peut-on être une organisation de masse avec sa diversité et une organisation de classe indépendante, ayant en toute circonstance sa position propre ? La réponse depuis longtemps apportée par la CGT, c'est oui. Bien sûr qu'on peut l'être et que la CGT l'est. Cela suppose d'être et de rester en toutes circonstances une organisation ouverte à tous, dans laquelle on sache vivre ensemble, et accepter le débat.

Cela suppose ensuite de ne pas oublier que nous sommes une organisation de lutte et non pas un club.

Nous sommes une organisation dont les travailleurs attendent qu'elle soit à leur tête à tous moments — et la lutte de classe va vite —, donc une organisation qui doit avoir une orientation, des buts, prendre des décisions, selon les règles démocratiques qui existent, qui doit débattre, conduire, décider et agir. On ne

viole pas les consciences à la CGT, mais il faut respecter les règles de la démocratie. Il faut savoir le cas échéant être minoritaire, il faut savoir aussi être majoritaire. Ce sont les règles normales de la vie d'une organisation qui ne se veut pas unanime. Il y a chez nous l'entière liberté de discussion, de critiques, même de critiques publiques. Mais les décisions prises par les instances — et elles sont élues pour en prendre — engagent l'organisation.

S'attaquer, comme quelques-uns l'ont fait, aux instances de la CGT, sous prétexte qu'ils ne sont pas d'accord avec elles, à la légitimité de leurs décisions, à la conformité de leurs décisions avec l'orientation du congrès, n'est pas concevable, n'est pas acceptable à la CGT. Pas plus que ne sont acceptables le dénigrement ou l'accusation partisane parfois irresponsable et calomnieuse contre la CGT. Encore moins peut-on admettre tout ce qui va dans le sens de clivages internes sur des bases d'appartenances politiques. Une telle attitude conduit à l'organisation de tendances à laquelle rien ne donne prétexte.

Nous savons que des tentatives de cette nature sont entreprises. Il est de notre responsabilité de mettre en garde les formations qui s'y livreraient, il faut savoir tirer la leçon de l'expérience. La CGT a su et sait rester elle-même, dans les circonstances les plus compliquées, les plus dures, conserver sa diversité et maintenir l'esprit de tolérance nécessaire dans une organisation comme la nôtre. Nous sommes la seule organisation où non seulement vivent ensemble des hommes d'opinions politiques et de sensibilité diverses, je le répète, mais où ils partagent les responsabilités. ...

La CGT a la force et la capacité de faire en sorte qu'elle est toujours elle-même. Mais elle a le devoir de dire ces choses-là à l'occasion.

Pour notre part nous refusons de globaliser, nous refusons de classer les adhérents et les militants de la CGT en catégories, selon quelque critère que ce soit. Chez nous tout le monde est syndiqué. Point à la ligne. Chacun ne répond que de ses actes, nous y tenons. Nous veillerons à ce que les comportements irresponsables de quelques-uns, assortis d'appuis extérieurs, ne portent pas tort à qui que ce soit dans la CGT.

Qui défend les intérêts de classe des travailleurs ressemble naturellement à la CGT

Nous sommes une organisation faite pour l'action. Une organisation faite pour dire la vérité aux travailleurs, une organisation faite pour l'offensive. C'est cela qui a fait au cours des décennies la base de la confiance des travailleurs en la CGT...

En fait, ce qui est reproché à la CGT, ce n'est pas d'être communiste, c'est de ne pas être anticommuniste. Mais de cela, nous nous faisons un titre d'honneur. Nous sommes divers dans notre organisation, et nous sommes comme CGT.

Personne, autant que la CGT n'a lutté, et ne lutte contre le pouvoir giscardien. Nous sommes seuls à la tête des luttes réelles contre ce pouvoir. De ce côté, nous nous sentons vraiment à jour. ...

Nous disons : il faut changer. Pas seulement un homme, ou une équipe mais changer réellement. Voilà pourquoi il y a des gens qui veulent la CGT muette ; voilà pourquoi il faut leur répondre par des actes.

Il faut une CGT active, vivante, qui partout dans les entreprises, avec toutes ses organisations, discute avec les travailleurs clairement, ouvertement, franchement, sans rien craindre en exposant les idées de la CGT, en les défendant et en en débattant en profondeur. Nous avons tout à y gagner. Certains, pour nous décourager, prétendent la CGT « faible ». Ils s'appuient sur n'importe quoi et avancent n'importe quel chiffre ; en fait la CGT qui a traversé des périodes complexes, ces dernières années, va plutôt mieux, et nous en enregistrons des signes encourageants, qu'il s'agisse de nos effectifs ou des résultats des élections professionnelles, ou sur l'ensemble de l'année écoulée nous avons enregistré un gain, toute balance faite.

Cela dit, nous pensons qu'ils n'ont pas tout à fait tort.

Il nous faut une CGT beaucoup plus forte. Alors puisqu'ils disent que la CGT

se porte mal, montrons leur comment elle se porte.

Employons-nous à recruter de nombreux adhérents à la CGT, à créer de nombreuses sections syndicales dans les entreprises, à mieux structurer nos organisations, à les rendre plus vivantes et à gagner à l'activité de nombreux militantes et militants. ...

On ne vit pas sur le passé ; nous sommes à l'époque des grandes mutations de la société. Nous sommes à l'époque du changement nécessaire. Nous sommes les militants et les militantes de la classe ouvrière de cette époque-ci.

Chaque génération doit être capable de faire face. La CGT d'aujourd'hui a la capacité, comme la CGT d'autrefois, d'accomplir sa mission.

Elle sera avec toutes ses militantes et tous ses militants digne de ses responsabilités.

Henri Krazucki

est ici

LE SNTRS-CGT ET LE CHANGEMENT

"Pour ce qui nous concerne plus particulièrement, c'est le 17ème congrès qui a réaffirmé son accord avec les orientations du 40ème congrès et du 7ème congrès de l'UGICT qui complète les propositions développées dans le document 16ème congrès pour une autre politique recherche et qui contient l'ensemble de nos revendications qui constituent notre seule et unique base de référence."

(extrait du rapport adopté par le CSN des 27 et 28 janvier 1981)

POUR UNE AUTRE POLITIQUE DE RECHERCHE

Le lourd bilan des attaques menées par le pouvoir contre le potentiel de recherche rend nécessaire et urgente la définition d'une autre politique de recherche, capable d'arrêter la dégradation, de sauvegarder le potentiel de recherche et d'amorcer le renouveau des activités scientifiques.

Il faut une politique qui offre les moyens de promouvoir une recherche de qualité permettant à notre pays de jouer un rôle actif dans la progression des connaissances, lui permettant de répondre aux besoins sociaux, économiques et culturels de la nation et de se placer sur le plan international à un niveau de compétition garantissant l'indépendance nationale dans tous les domaines scientifiques.

Ceci suppose également que soit apportée satisfaction aux légitimes revendications des travailleurs scientifiques, par la reconnaissance effective de leur métier et de leur qualification, par l'octroi d'une véritable sécurité d'emploi que leur donnerait la titularisation, par un déroulement de carrière garanti, et par des salaires correspondant à leurs responsabilités techniques et scientifiques leur assurant un niveau de vie décent.

La recherche a effectivement besoin d'un entourage économique profondément modifié, et de structures démocratiques garantissant la liberté de création, de circulation des hommes et des idées, pour s'épanouir et se développer, en accord avec les exigences du progrès social.

En s'attaquant à la domination des puissances économiques et financières par la nationalisation dans leur intégralité des groupes concernés.

En assurant une démocratisation qui prenne en compte sans restriction la reconnaissance de droits nouveaux pour les travailleurs, notamment l'exercice du droit de contrôle et gestion de leurs secteurs d'activité.

OBJECTIFS, MOYENS, FINANCEMENT

Objectifs et mission

La recherche scientifique constitue un des facteurs importants de la politique générale d'un pays et de ses chances de progrès sur les plans économique, social et culturel.

Elle est non seulement devenue un élément déterminant des stratégies industrielles, mais en concourant à élargir sans cesse le champ des connaissances, elle ouvre à l'homme des perspectives dans son effort pour maîtriser l'ensemble des processus matériels, en même temps qu'elle est une composante essentielle de la culture de notre temps.

Cette conception globale de la recherche, à la fois comme moyen de satisfaire les besoins sociaux, et comme facteur d'élargissement des connaissances est génératrice d'exigences politiques sociales et économiques qui vont à l'encontre de la ligne suivie par le pouvoir actuel.

Pour que la recherche scientifique contribue à la réalisation de la double perspective :

— la satisfaction des besoins économiques, sociaux et culturels de la population,

— et l'amélioration des connaissances, il faut que la politique mise en œuvre réponde à des principes essentiels (principes d'ailleurs ayant présidé à l'élaboration des textes de 1945) :

1. Les progrès scientifiques et techniques contribuent à assurer l'indépendance d'une nation. Un pays doit apporter sa contribution propre au progrès des connaissances.

2. Une recherche scientifique féconde est à la base de tout progrès économique, culturel, social du pays.

3. Il faut vaincre toute division arbitraire entre les formes multiples de la recherche scientifique (c'est-à-dire pas de séparation entre recherche fondamentale, recherche appliquée et recherche-développement).

4. Les travailleurs qui y consacrent leur activité doivent avoir des conditions de vie et de travail convenables (reconnaissance du métier de travailleur de la recherche scientifique).

5. Les travailleurs scientifiques doivent être étroitement associés à la vie et à la direction de la recherche.

La société actuelle ne souffre pas d'un « excès » de sciences et de techniques mais d'un « manque » qui n'est pas dû à l'irresponsabilité des scientifiques, mais à celle d'un pouvoir politique qui tente d'enfermer autoritairement la recherche dans les seules limites de la finalité capitaliste.

La démocratie économique, politique et sociale souhaitée par la C.g.t. doit permettre de créer les conditions d'un rapport nouveau entre la recherche et l'ensemble des activités sociales à partir des mesures économiques et politiques essentielles qui tendent à remettre à la nation la maîtrise des moyens principaux de son développement.

Moyens et financement

La recherche scientifique doit être considérée comme un secteur prioritaire.

L'objectif des 3 % du PNB doit être atteint le plus rapidement possible. Il y a lieu de dégager des crédits suffisants pour remédier à une situation particulièrement dégradée mais aussi pour répondre à des besoins dans des secteurs nouveaux (habitat, transport, écologie...).

Les laboratoires du C.n.r.s. et de l'In.s.e.r.m. doivent disposer de moyens propres pour assurer la permanence de leurs recherches et bénéficier de moyens complémentaires pour les nouveaux objectifs sociaux et économiques déterminés dans le cadre d'un plan démocratiquement élaboré.

En matière de financement, la recherche scientifique ne peut pas subir d'a-coup, c'est pourquoi il doit être pratiqué une politique de croissance persévérante car une légère diminution des crédits peut paralyser et stériliser des secteurs entiers de la recherche scientifique.

Le développement harmonieux des sciences et des techniques doit être basé sur une diffusion large et rapide des résultats. Dans le secteur de la recherche, il y aurait lieu de supprimer la notion de secret et d'inciter à la transmission des résultats entre les laboratoires du secteur public et nationalisé et les laboratoires industriels. La situation nouvelle devrait permettre une véritable collaboration entre les labos publics et les labos de l'industrie.

Un organisme comme le C.n.r.s. devra développer les moyens d'accompagnement de la recherche : centres de documentation, centres de calculs... ; il y aurait lieu également de créer en son sein un département des appareils scientifiques dans le but :

● d'équiper les différents laboratoires de recherche,

● de valoriser les découvertes permettant la construction de nouveaux instruments scientifiques.

Pour contribuer à définir le choix des objectifs et dans le but de donner toujours plus de renseignements aux commissions scientifiques, le C.n.r.s. pourrait impulser la nécessaire consultation et les débats au sein de la population pour renforcer la prise de conscience collective, recueillir ses critiques et ses suggestions.

(extraits du document d'orientation adopté au 16ème congrès du SNTRS-CGT - Mai 1978)

Femmes Salariées de la Recherche, Le changement c'est aussi votre affaire !

L'accroissement de l'emploi féminin depuis la fin de la seconde guerre mondiale est un des faits sociaux les plus frappants dans les pays industrialisés. A cela il faut ajouter que, depuis 1970, les femmes ne quittent plus leur emploi après la naissance des enfants.

Ces phénomènes posent les problèmes de la condition féminine en des termes radicalement nouveaux : les femmes sont entrées massivement dans l'univers de l'exploitation capitaliste. Cela s'est fait sous la pression des nécessités économiques, cela est devenu l'affirmation irréversible de leur droit au travail.

Entrées en masse dans le monde du travail, elles

se révoltent. Elles sont d'autant plus nombreuses dans les luttes que, travailleurs défavorisés, elles sont touchées de plein fouet par les nouvelles offensives du pouvoir qui visent à accroître leur surexploitation et à remettre en cause la base matérielle de leur émancipation : leur droit au travail. Alors qu'elles sont confrontées à des situations qui les morcellent, elles séparent de moins en moins les problèmes. Elles savent que l'effort idéologique considérable qui est fourni pour leur faire déserrer le terrain des luttes, tend à les maintenir en situation d'infériorité. Alors elles se battent pour le maintien de leur emploi, pour leur dignité, pour l'évolution des mentalités, pour avoir le temps et les moyens de vivre.

LE BILAN

Le septennat de Giscard a commencé par une campagne de séduction. Cela s'est poursuivi par un défilé de Secrétares d'Etat, Ministres et Déléguées, un déferlement de lois, décrets, mesures et mesurette. Cela a duré 7 ans. Aujourd'hui les femmes font le bilan de la réalité qu'elles vivent.

- * La plaie du chômage s'est aggravée et 60 % des chômeurs sont des femmes.
- * Parmi les moins de 25 ans privés d'emploi, 2 sur 3 sont des femmes.
- * La majorité des intérimaires, des vacataires, des auxiliaires, des personnels hors statut et hors convention collective sont des femmes. L'Etat donne l'exemple : 57, 8 % des non-titulaires de la fonction publique sont des femmes.
- * La majorité des salariés privés de formation professionnelle, de qualifications ou déqualifiés sont des femmes.
- * 78 % des travailleuses gagnent moins de 2.800 F. par mois.
- * A qualification égale, les salaires des femmes sont inférieurs en moyenne de 34 % à ceux des hommes.
- * Brimades, vexations, atteintes à leur dignité sont choses courantes.
- * On leur refuse le droit d'être mères et travailleuses ; on leur refuse les équipements sociaux collectifs, les moyens effectifs pour l'information sexuelle, la contraception et l'I.V.G.

AU CNRS

les discriminations existent. Elles vont être accentuées par le nouveau statut, tant il est vrai que c'est à toute la main d'oeuvre féminine que s'en prend le pouvoir.

- * Maintien des petites catégories, essentiellement féminines. En 6B : 355 femmes contre 152 hommes ; en 6D : 110 femmes contre 3 hommes.
- * Maintien des bas salaires.
- * Discrimination dans le travail, particulièrement sensible chez les administratifs à 91 % composés de personnels féminins. Un CAP est moins rétribué chez les D que chez les techniciens.
- * Les femmes disparaissent de l'organigramme à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie. En OA on trouve 20 hommes contre 2 femmes ; en 1A : 195 hommes contre 57 femmes.
- * La déstabilisation de l'emploi qui se met en place va rendre de plus en plus risquée la prise d'un congé social, congé ou mi-temps pour élever un enfant, car de plus en plus aléatoire sera le retour dans de bonnes conditions, pour ne pas dire le retour lui-même.
- * La mobilité forcée aboutira indubitablement pour un grand nombre de femmes aux licenciements ou à des perturbations profondes de la vie personnelle. Ce n'est pas le hasard si le premier essai de redéploiement des effectifs a touché les personnels féminins des services centraux.
- * Aucun centre d'orthogénie pour les 7181 femmes salariées du CNRS (effectif communiqué par la Direction le 26 mars 1981)

A l'approche des élections présidentielles, la démagogie féministe coule à flot :

- * C'est le cas, après la loi sur le temps partiel qui nous a été présentée comme un assouplissement du temps de travail, du projet de loi "d'égalité professionnelle entre homme et femme" car dit Madame PELLETIER, Déléguée à la Condition Féminine, "les mesures spécifiques dont bénéficient les femmes engendrent des comportements nuisibles à l'égalité". Oserait-elle dire qu'il s'agit bien là, au nom de l'égalité, d'accroître la surexploitation des femmes salariées ?
- * C'est le cas de ceux, dont la CFDT, qui, sous couvert de refuser toute différence entre les hommes et les femmes, acceptent la suppression des avantages acquis pour les femmes au travail (droits liés à la maternité, réduction de la charge de travail, interdiction du travail de nuit) et réclament l'égalité ... devant l'exploitation.

LUTTONS POUR NOS REVENDICATIONS

Ce sont les luttes, nos luttes qui ont imposé le retrait du projet de loi sur l'institution du travail le dimanche, de la loi Berger, le vote de la loi sur l'I.V.G., l'allongement des congés de maternité, l'accès à certains métiers, un samedi supplémentaire de repos par mois et les 36 heures aux chèques postaux, des effectifs supplémentaires et des créations de postes à Cochin, au P.T.T.

Nous devons faire reculer Pouvoir et Patronat :

- * Pas de revenu inférieur à 4.000 F. Relèvement massif des bas salaires. A valeur de travail égal salaire égal.
- * Droit au travail, à un emploi stable, à temps plein lorsqu'il est voulu, qualifié, à une véritable formation et promotion professionnelle sans discriminations.
- * Le temps et les moyens de vivre : avec les 35 heures, le droit à une vraie retraite dès 55 ans, une semaine supplémentaire de congés, de meilleures conditions de travail, des logements et équipements sociaux et collectifs correspondants aux besoins, des transports améliorés pris en charge par l'employeur ...
- * Le droit à la santé, le droit à la maternité et sa reconnaissance pleine et entière, le droit à l'information sexuelle et la contraception, des centres d'orthogénie en nombre suffisant.
- * Le respect des libertés et de la dignité au travail et dans la vie, une véritable sécurité.

LUTTONS POUR LE CHANGEMENT

Pour gagner sur nos revendications, pour que change notre vie, il faut des réformes fondamentales.

Il faut s'attaquer aux profits et aux gâchis en prenant l'argent là où il est.

Il faut disposer d'un champ très étendu de nationalisations démocratiques englobant tous les secteurs clés de l'économie, rendre à la nation son secteur public et nationalisé, développer et démocratiser les grands services publics, permettre aux travailleurs et aux travailleuses de prendre toute leur place dans l'entreprise, le quartier, la ville, la région, dans la société.

Aucune véritable égalité entre les hommes et les femmes ne pourra être réalisée tant que la domination du capital qui exploite l'ensemble des travailleurs et surexploite les travailleuses imposera sa loi au pays, à ses entreprises, à ses salariés.

- ★ *CHANGER, c'est vouloir une recherche démocratique qui joue tout son rôle dans le développement économique, culturel et social du pays, une recherche au service des travailleurs.*
- ★ *CHANGER, c'est rassembler une majorité de forces populaires pour un gouvernement où toutes les composantes de la gauche seront représentées sans aucune discrimination et à égalité de droits.*
- ★ *CHANGER, c'est faire de l'élection présidentielle d'avril 1981 un moment important dans la lutte pour nos revendications et le changement.*

Le pouvoir a essayé d'écarter les femmes des questions politiques fondamentales, d'isoler leur mouvement grandissant dans un féminisme étroit et stérile.

AVEC LE SNTRS-CGT,

- POUR LA SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS,
- POUR GAGNER ET POUR CHANGER,
- POUR UN GOUVERNEMENT D'UNION DE LA GAUCHE RÉUNISSANT DES MINISTRES COMMUNISTES ET SOCIALISTES

Collectif Action Syndicale au Féminin
SNTRS-CGT

CHAQUE SEMAINE LES YEUX GRANDS

nd parti
la misère
hommage

Met l'histoire
au présent

Dénonce
les mensonges
du pouvoir
et du patronat

Informe
de la lutte
syndicale
et de
ses succès

Bavarde
avec son « invité »
de la semaine

Revele
les scandales
et les superprofits
du monde
de l'argent

Publie
la meilleure
chronique juridique
de France

Offre
un panorama
critique
de l'actualité
culturelle
scientifique et sportive

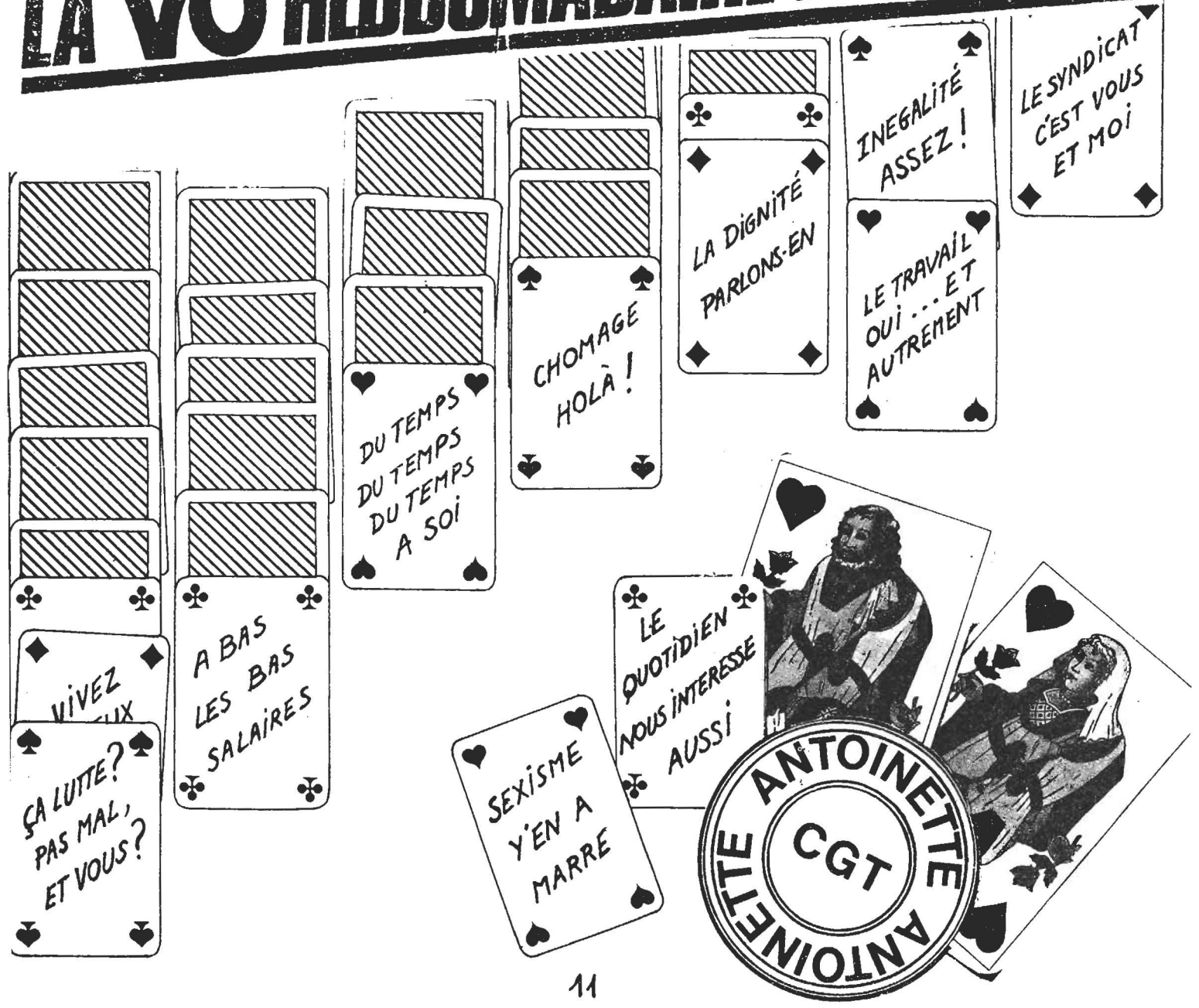
L'EVENEMENT OUVERTS SUR

Donne
la parole
aux travailleurs

Aide
les lecteurs
de ses conseils pratiques

Explore
la vie syndicale
et l'actualité
internationales

LA VO HEBDOMADAIRE DE LA C.G.T.



Agir clairement pour le vrai changement

Quel concert anticégetiste et anti-communiste.

Des gauchistes à Giscard, en passant par la CFDT et les amateurs de consensus en tous genres, de pages entières dans *Le Monde* et *La Croix*, en conférences de presse, chacun à son niveau y va de son couplet contre la CGT.

Certains, plus ou moins sournoisement, tentent de laisser croire que la CGT ne souhaiterait pas que Giscard soit battu. C'est une calomnie et ce n'est pas crédible. Chacun a pu observer, et plus particulièrement ces derniers mois, que la CGT a été la seule organisation syndicale à lutter résolument contre la néfaste politique de Giscard et du patronat et à s'opposer à toute gestion de la crise.

D'autres nous demandent de nous prononcer pour le changement — point final — et de taire une partie de notre programme, de nos propositions, les moyens à mettre en œuvre pour changer vraiment, d'être silencieux sur le fait que les partis de gauche doivent gouverner à égalité de droits et de devoirs, en un mot de mettre entre parenthèses, « d'oublier », une partie importante du document d'orientation et du programme d'action votés à notre congrès.

Si nous les suivions, ce serait tourner le dos aux décisions du 40^e Congrès et à ce pourquoi nous avons été élus, ce serait porter gravement atteinte à notre indépendance.

D'autres encore, et parfois les mêmes, nous reprochent de dire clairement aux travailleurs qu'il ne peut pas y avoir trois politiques. L'acuité de la crise est telle qu'il n'y a que deux possibilités : ou s'y attaquer franchement, donc en s'en donnant les moyens, ou même, avec un habillement différent, continuer la même

silence sur toute une partie de nos propositions, de nos décisions du congrès. Curieuse conception de la responsabilité, de la démocratie et, disons même, de l'honnêteté tout simplement.

En vérité, les mêmes qui attaquent la CGT, seule à la tête des luttes multiples et de grande envergure, seule à remporter les succès marquants, et minimisent son action en parlant d'initiatives spectaculaires regroupant les seuls militants, de combat d'arrière-garde, de décor de carton-pâte, la dénigrent aujourd'hui car elle est encore la seule organisation syndicale fidèle à son programme, à agir clairement pour le vrai changement.

Nous ne nous laisserons pas impressionner par les propos de ceux qui, caméléons de la politique, changent de couleur selon l'environnement dans lequel ils se trouvent.

Sereinement, mais plus résolument que jamais, nous intensifierons notre action pour faire connaître nos propositions et débattre avec les travailleurs des moyens à mettre en œuvre pour changer vraiment, faute de quoi, mêmes les meilleures intentions du monde, affichées ou supposées, ne seront que vaines promesses et resteront lettre morte.

PAR RENÉ LOMET
secrétaire de la CGT

politique. Renoncer à dire cela ce serait renoncer à traiter, comme nous l'avons toujours fait, de tous les problèmes en terme de classe.

Tout le monde est cependant d'accord pour dire qu'en dernier ressort ce sont les travailleurs qui décideront. A la CGT nous entendons leur donner tous les éléments pour qu'ils puissent se déterminer en toute connaissance de cause. Nos détracteurs voudraient que nous en laissions certains, que nous fassions

QUI RESTE AU COIN DU FEU
QUAND LA LUTTE
COMMENCE...

*Pour gagner, pour lutter,
Pour défendre mes intérêts,
j'adhère à la CGT*

*qui reste au coin du feu quand
la lutte commence
et laisse d'autres défendre sa cause,
qu'il prenne garde, car
s'il n'a pris part à la lutte,
il partagera la défaite.
Il n'échappera même pas,
à la lutte en voulant l'éviter, car
il luttera pour la cause ennemie
celui qui n'a pas lutté pour la sienne.*

nom :
prénom :
laboratoire :

à retourner au SNTRS CGT
59 av. d'Italie Paris 13^e

ou à remettre à son
militant du SNTRS de
votre choix.

Brecht